



PRÉFET DU GERS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Gers
Secrétariat Général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement

Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) formation « carrières »

Procès-verbal de la séance du 20 octobre 2022 à 15 heures

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites s'est réunie en formation « carrières », le 20 octobre 2022 à 15 heures, sous la présidence de Monsieur Xavier BRUNETIÈRE, Préfet du Gers.

Présent en visioconférence :

- . M. Thierry ROUSSET, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie Département sol, sous-sol, éoliennes - Direction des risques industriels
- . M. Stéphane RISS, Fédération du bâtiment et des travaux publics du Gers

Présents :

- . M. BIRON, chef de l'unité inter-départementale DREAL 65/32
- . M. Eric LAFORET, DREAL 65
- . M. Bruno SIRVEN, Association Arbre et Paysage 32
- . M. Jérémie DE RÉ, Chambre d'Agriculture du Gers
- . M. François MEYER, UNICEM Occitanie
- . M. Jacques BEZERRA, SARL BEZERRA

Mandats :

- . M. Franck LEBLANC, DDT - Service Territoire et Patrimoine a donné mandat à la DREAL
- . M. Olivier ROSES, Association Les Amis de la Terre – groupe Gers a donné mandat à M. SIRVEN

Absents excusés :

- . M. Gérard CASTET, conseiller départemental
- . M. Guy MANTOVANI, Communauté de communes Bastides de Lomagne
- . M. Olivier SOUARD, Maire d'Antras
- . M. Jérémie DE RÉ, Chambre d'agriculture du Gers

Participait également à cette commission :

- . M. Frédéric GUERTENER, Chef de bureau du droit de l'environnement, Préfecture du Gers
- . Mme Corinne PEYRUS, bureau du droit de l'environnement, Préfecture du Gers.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Préfet ouvre la séance après avoir remercié les participants. Il rappelle l'ordre du jour.

Le schéma régional des carrières (SRC)

M. ROUSSET présente le dossier (transmis préalablement aux membres de la commission).

M. SIRVEN s'interroge sur le déficit d'approvisionnement en granulats de 15 millions de tonnes prévu en 2031.

M. MEYER répond que la carte montre que plus on avance dans le temps plus augmentera le nombre de sites déficitaires, s'il y a n'a pas de renouvellement d'extension de carrières.

M. ROUSSET indique que le détail est contenu dans le document « prospective et scénarios » du schéma régional des carrières.

M. MEYER souhaite améliorer certains points :

- le schéma régional des carrières doit aller plus loin dans l'affirmation de l'intérêt public pour l'approvisionnement en matériaux au regard des exigences liées aux demandes de dérogation des espèces protégées mais aussi aux enjeux de planification portés par les documents d'urbanisme.
- définir avant l'approbation du schéma les gisements de granulats d'intérêt particulier.
- avoir l'assurance d'une mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Il demande d'annexer au procès-verbal une note de l'UNICEM (ci-jointe).

M. ROUSSET répond que le schéma régional des carrières confirme l'intérêt d'avoir les granulats dans chaque bassin, à proximité des besoins.

Il précise que l'approche de dérogation des espèces protégées n'est pas l'objet du schéma régional des carrières.

La classification des gisements de granulats en « intérêt particulier » n'est pas prévu par la réglementation. A l'échelle de la région, on essaie de déterminer les gisements qui mériteraient cette classification (critères et positionnement). La réflexion est également engagée avec les usagers (Fédération régionale des travaux publics notamment). L'aboutissement de la réflexion ne peut être garantie avant la finalisation du SRC, mais il sera ensuite possible de faire des ajustements.

Il ajoute que le schéma régional des carrières s'impose aux documents d'urbanisme.

M. BIRON précise qu'en ce qui concerne les demandes de dérogation des espèces protégées c'est plus difficile, car l'intérêt public majeur n'est pas affirmé. Il rappelle qu'il est nécessaire d'avoir une approche spécifique en fonction des espèces autochtones. La biodiversité est prise en compte sur les lieux d'implantation des carrières au travers des études d'impact.

M. MEYER estime que l'intérêt public majeur est souvent remis en cause.

M. LAFORET répond que la dérogation des espèces protégées « tombe » par rapport à l'absence d'intérêt public majeur affirmé et remet en cause l'autorisation environnementale.

M. le Préfet répond qu'il est possible d'identifier au travers des documents d'urbanisme les zones propices au développement des carrières. On peut démontrer ainsi qu'il y a un équilibre sur le territoire. Il est compliqué juridiquement d'avoir une forme de pré-supposé de dérogation des espèces protégées et d'intérêt public majeur lié aux carrières.

M. BEZERRA souligne que la présence aléatoire des gisements de carrières rend difficile leur intégration dans les zonages des PLUi.

M. MEYER pense que malgré les compensations et les plus-values apportées sur la biodiversité, les arrêtés sont attaqués à cause de l'intérêt public majeur.

M. le Préfet réplique que la dérogation des espèces protégées sous entend des impacts. La logique c'est : éviter, réduire, et compenser (si on ne peut pas faire autrement). Le débat sur la localisation des projets est permanent et non spécifique aux carrières. Les documents d'urbanisme sont la seule manière de reboucler entre un schéma qui est général et des dossiers individuels .

M. SIRVEN estime qu'il faut faire sur chaque lieu la balance entre la ressource industrielle et la valeur d'une autre ressource. L'idée est que chacun contribue à la prospérité des territoires et qu'il faut faire parfois des choix (selon l'importance des lieux même s'il y a de la ressource et sans forcément être des lieux remarquables).

Il souhaite compléter le schéma par la rationalisation de la logistique et envisager de pouvoir transporter autrement avec une réflexion portant sur :

- les grands axes et le maillage local
- le transport double flux : matériaux primaires / secondaires, et ne pas rentrer à vide par exemple.

Il suggère différentes options de gestion ou d'aménagement des carrières après leur fermeture pour leur remise en état ou non :

- la renaturation artificielle
- la régénération naturelle, en évolution libre de manière définitive ou temporaire
- la conversion ou la réutilisation de tout ou partie du site à d'autres fins.
- la possibilité de mixer ces approches en fonction du site et de la diversité des espaces qu'il contient.

Il partage l'idée qu'on a des besoins en terre crue, notamment dans le Gers (autoconstruction). Il souhaite une réflexion sur cette question : valoriser des gisements locaux, à venir et de dimension modeste.

M. le Préfet confirme qu'il y a une tradition de bâti gersois. Il précise que cette filière de terre crue est un des axes de développement du PNR Astarac.

M. BEZERRA précise que des carrières ont ce type de gisement dans le Gers. S'agissant de la réduction des transports, il décrit qu'il y a parfois le choix d'une surqualité alors qu'on pourrait avoir des produits meilleur marché et plus proches. Aussi il suggère d'avoir des appels d'offres qui adaptent les attentes en matière de produits au regard des produits disponibles, et de faire prendre conscience au maître d'oeuvre d'utiliser les matériaux locaux.

M. ROUSSET répond qu'il est prévu une sensibilisation sur l'utilisation des matériaux recyclés en provenance du BTP. Il mentionne le projet d'un observatoire des matériaux à partir duquel cet aspect pourra être traité. Les gisements de roches ornementales et de construction ont la classification de gisements d'intérêt ce qui en préserve l'accès, mais sans pour autant que leur exploitation soit de fait exempté de demande instruite dans le cadre prévu par la réglementation.

M. BIRON mentionne que dans l'objectif d'optimiser les transports, une structuration de la filière « responsabilité des producteurs de BTP » permettra d'avoir un meilleur maillage territorial pour récupérer et valoriser les matériaux. Il rappelle que la question de la remise en état des carrières est posée dès le dépôt du dossier.

M. LAFORET avance l'argument selon lequel cette remise en état peut être évoquée lors de la procédure d'enquête publique. Les conditions peuvent évoluer par rapport à l'usage initial envisagé, en fonction des retours d'expérience et des enjeux lors de la fermeture du site.

M. BEZERRA dit qu'il faut travailler en concertation avec les propriétaires fonciers.

M. BIRON indique que les dispositions du code des marchés prennent en compte l'intérêt environnemental (achat durable des matériaux).

M. BEZERRA fait observer qu'il existe une obligation de retraitement des déchets mais seulement 2 % des matériaux arrivent en décharge de stockage de déchets inertes, tout le reste part dans la nature. Il pense qu'il est nécessaire de rappeler les règles.


M. BIRON dit que les problèmes de décharges sauvages renvoient à la responsabilité des producteurs.

M. le Préfet soumet le projet au vote.

Les membres de la CDNPS donnent un avis favorable à l'unanimité sur le projet de schéma régional des carrières.

Après avoir remercié les membres de la commission, M. le Préfet clôt la séance de travail.

Le Président



Xavier BRUNETIÈRE